



Société Civile de Placement Immobilier à capital variable

BULLETIN D'INFORMATION N°107

2^{ème} trimestre 2014

Immeuble Le Futura III – Montigny-Le-Bretonneux (78)

Validité du bulletin : 1^{er} juillet au 30 septembre 2014

EVOLUTION DU CAPITAL – EFIMMO est une SCPI à capital variable

Au cours du deuxième trimestre 2014, 70.927 parts nouvelles ont été souscrites et 17.401 retirées, soit une collecte brute de 15.598.575 € et une collecte nette des retraits de 12.434.873 €.

Le nombre d'associés au 30 juin est de **8.167**.

Le montant des capitaux collectés pour les 70.927 parts nouvelles souscrites au cours du trimestre se ventile en :

Nominal : 10.780.904 €
 Prime d'émission : 5.177.671 €
Montant collecté : 15.958.575 €

	Nouvelles parts souscrites	Retraits de parts	Cessions de parts	Nombre de parts en attente de cession	Cumul parts souscrites	Cumul capital nominal en €	Cumul capitalisation (prix de souscription x nombre de parts) en €
Cumul au 31.12.2013					3 044 053	462 696 056	684 911 925
1 ^{er} trimestre 2014	82 742	25 770	0	0	3 101 025	471 355 800	697 730 625
2 ^{ème} trimestre 2014	70 927	17 401	0	0	3 154 551	479 491 752	709 773 975
Total	153 669	43 171	0	0	3 154 551	479 491 752	709 773 975

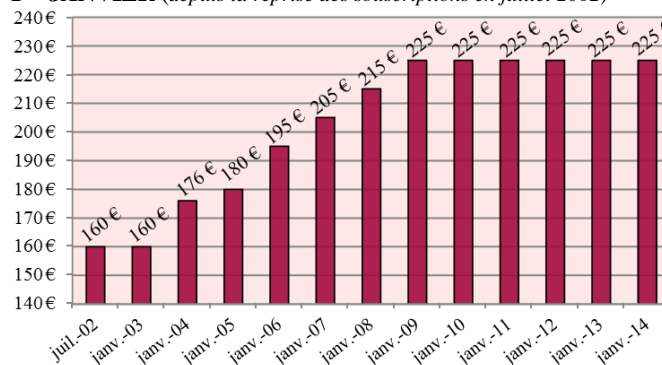
PRIX DE LA PART

PRIX DE SOUSCRIPTION ET PRIX DE RETRAIT

Le prix de souscription de la part s'établit à 225 € et le prix de retrait à 202,50 €.

En € par part	Prix en vigueur
Valeur Nominale	152,00 €
Prime d'émission	73,00 €
Prix de souscription	225,00 €
Commission de souscription	- 22,50 €
Prix de retrait	202,50 €

HISTORIQUE DU PRIX DE SOUSCRIPTION AU 1^{ER} JANVIER (depuis la reprise des souscriptions en juillet 2002)



PERFORMANCES FINANCIERES

L'acquisition de parts de SCPI doit nécessairement se concevoir sur le long terme. Aussi, la Société de Gestion communique désormais non seulement sur le taux de distribution mais aussi sur le taux de rendement interne (TRI) sur de longues périodes. Le TRI exprime la performance annuelle moyenne pour un épargnant en prenant en compte le prix de revient de son placement, l'ensemble des dividendes perçus au cours de la période de placement et le prix de retrait en vigueur au moment de sa sortie (mais en excluant sa fiscalité propre).

SUR PLUSIEURS EXERCICES

Taux de rentabilité interne (TRI)*	
au 31 décembre 2013	
sur 10 ans	8,37 %
sur 15 ans	7,18 %
sur 20 ans	5,44 %
depuis l'origine	8,93 %

* gestion reprise par SOFIDY fin 2000.

SUR UN EXERCICE

En € par part ayant pleine jouissance	2012	2013
(a) Dividende brut avant prélèvement libératoire au titre de l'année	12,40 €	12,08 €
dont acompte exceptionnel (prélèvement sur la réserve des plus-values)	0,52 €	0,80 €
dont prélèvement sur le report à nouveau	0,14 €	-
(b) Prix de part acquéreur moyen de l'année	225,00 €	225,00 €
Taux de distribution sur valeur de marché : (DVM) = (a) / (b)	5,51%	5,37%
Prix de part acquéreur moyen sur l'année N-1	225,00 €	225,00 €
Prix de part acquéreur moyen sur l'année N	225,00 €	225,00 €
Variation du prix de part acquéreur moyen :	-	-



Société de Gestion
 Tél. 01 69 87 02 00 – fax 01 69 87 02 01 – www.Sofidy.com

M DISTRIBUTION DES REVENUS PAR PART

ACOMPTES DE L'EXERCICE

	2013	Prévision 2014	Date de versement
Acompte 1 ^{er} trimestre	2,88 €	2,76 €	Fin avril
Acompte 2 ^{ème} trimestre	2,88 €	2,79 €	Fin juillet
Acompte 3 ^{ème} trimestre	2,76 €		Fin octobre
Acompte 4 ^{ème} trimestre	2,76 €		Fin janvier
Acompte exceptionnel ⁽¹⁾	0,80 €		Décembre
Dividende annuel par part	12,08 €	Entre 11,90 € et 12,10 €	
Taux de distribution ⁽²⁾	5,37 %		

⁽¹⁾ prélevé sur les plus-values réalisées sur cessions d'immeubles ;

⁽²⁾ dividende brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année N (y compris acompte exceptionnel) rapporté au prix de part acquéreur moyen de l'année N.

La Société de Gestion indique une fourchette prévisionnelle de dividende annuel pour 2014 qui sera affinée au cours des prochains trimestres. Elle versera, fin juillet 2014, le deuxième acompte ordinaire sur dividende de l'exercice, soit 2,79 € pour une part de pleine jouissance, soit 2,79 € après prélèvements sociaux sur les produits financiers pour les associés personnes physiques, et 2,79 € après prélèvement obligatoire non libératoire sur les produits financiers pour les associés concernés (sauf dispense).

DIVIDENDE ORDINAIRE EXERCICE 2014 PAR PART ET PAR MOIS DE JOUISSANCE (en € selon la date de souscription)

	avant le 31/10/13	nov-13	dec-13	janv-14	fev-14	mars-14	avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14	oct-14	nov-14	dec-14
1T14	2,76	1,84	0,92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2T14	2,79	2,79	2,79	2,79	1,86	0,93	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5,55	4,63	3,71	2,79	1,86	0,93	0	0	0	0	0	0	0	0	0

M INVESTISSEMENTS DU TRIMESTRE

Au cours du trimestre, votre SCPI a principalement acquis un immeuble de bureaux de 8.833 m² livré en 2008, et situé à MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78), pour un prix de revient de 32,6 M€. Au sein d'une des principales zones de bureaux d'île de France, l'emplacement bénéficie de la proximité du centre commercial Espace Saint-Quentin et d'un accès immédiat aux transports en commun (RER ligne C). La Société ASSYSTEM est le principal locataire selon deux baux de 6 ans fermes dont 5 ans restent à courir. La société HERTZ loue les autres surfaces selon un bail ferme de 9 ans dont 5 ans restent à courir.

Type	Situation	Locataires / Activités	Surface ⁽¹⁾	Prix d'acquisition frais inclus	Date acquisition
MSP	24 avenue du Parc - Mouscron (Belgique)	Auto 5 / garage et accessoires automobiles	10 624 m ²	518 872 €	16/04/14
BUR	Immeuble Le Futura III - Montigny-Le-Bretonneux (78)	Hertz / Location de véhicules Assystem / ingénierie infrastructures complexes	3 215 m ² 5 618 m ²	32 550 746 €	25/04/14
TOTAL			19 457 m ²	33 069 618 €	

⁽¹⁾ Surfaces figurant dans les actes authentiques (hors 167 parkings) / BUR (bureaux) / MSP (moyennes surfaces de périphérie)

Les investissements réalisés depuis le début de l'exercice procurent une rentabilité nette immédiate de 7,01 %.

A ces actes signés s'ajoutent des engagements d'acquisitions (promesses ou engagements fermes signés) pour un montant de 40,3 millions d'euros au 30 juin 2014.

M VALORISATION DU PATRIMOINE ET SITUATION LOCATIVE

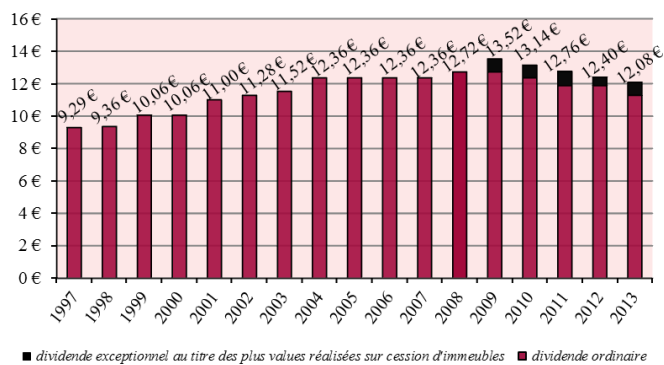
ARBITRAGES

Au cours du trimestre, une surface d'activité de 715 m², vacante depuis le 1^{er} janvier 2014 et situé à Bron (69), a été cédé pour un prix net vendeur de 670 K€ (équivalent à la valeur d'expertise au 31 décembre 2013) générant une plus-value nette de fiscalité de 143 K€. Les arbitrages cumulés depuis le début de l'exercice sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Total des Prix de Vente	Total des plus-values (nettes de fiscalité)	Total des valeurs d'expertise (au 31 décembre 2013)	Total des Prix de vente vs Total des valeurs d'expertise
870 000 €	124 350 €	832 272 €	+ 4,53%

Au 30 juin 2014, la SCPI est par ailleurs engagée (promesses ou engagements fermes signés) dans la cession d'actifs pour un montant de 4,3 million d'euros net vendeur.

HISTORIQUE DU DIVIDENDE ANNUEL



■ dividende exceptionnel au titre des plus-values réalisées sur cession d'immeubles ■ dividende ordinaire

TAUX D'OCCUPATION

Le taux d'occupation financier moyen du deuxième trimestre 2014 s'établit à **91,41 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre le montant des loyers facturés et le montant qui serait facturé si tout le patrimoine était loué.

3T13	4T13	1T14	2T14
91,57 %	91,45 %	90,77 %	91,41 %

La quote-part due aux indemnités compensatrices de loyers dans le taux d'occupation financier s'élève à 0,81 %.

Le taux d'occupation physique moyen du deuxième trimestre 2014 des locaux s'établit à **89,45 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre la surface totale louée au cours du trimestre et la surface totale des immeubles si tous étaient loués.

GESTION LOCATIVE

Les actions menées en matière de gestion locative depuis le début de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous (hors indexation) :

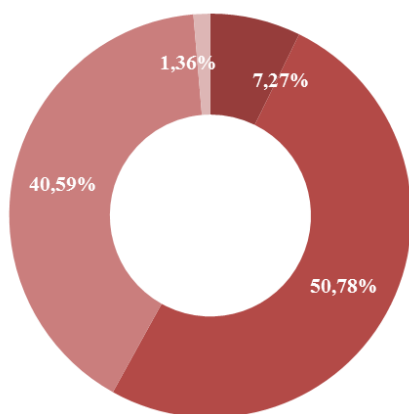
Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014	Nombre	Surface en m ²	Loyers annuels précédents	Loyers annuels obtenus
Renouvellements baux	8	5 293 m ²	988 850 €	895 478 €
Relocations	23	5 336 m ²	1 215 690 €	1 018 992 €
Désécialisations	-	-	- €	- €
TOTAL	31	10 628 m²	2 204 540 €	1 914 470 €
Locations	4	98 m ²		9 350 €
Indemnités de désécialisation ou droit d'entrée				- €

Montant des loyers H.T. encaissés au cours du trimestre : 12.296.923 €

M COMPOSITION DU PATRIMOINE AU 30 JUIN 2014

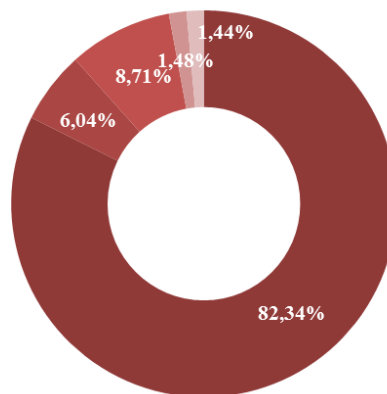
(Par référence à la valeur d'expertise au 31 décembre 2013 ou, à défaut, au prix d'acquisition hors droits et hors frais)

Valeur estimée du patrimoine : 683,0 M€



Par répartition géographique

- Paris
- Région Parisienne
- Province
- Etranger



Par typologie d'actif

- Bureaux
- Commerces de Centre-Ville et milieu urbain
- Moyennes Surfaces de Périphérie
- Galeries de Centres Commerciaux
- Activités

M POINT SUR L'ENDETTEMENT AU 30 JUIN 2014

Dette bancaire	% dette / valeur du patrimoine	Taux moyen au 30 juin 2014	Répartition		Durée de vie résiduelle moyenne
			taux fixe (ou couvert)	taux variable	
104,76 M€	15,34%	3,04%	72,62%	/ 27,38%	11 ans et 10 mois

Conformément à la onzième résolution de l'Assemblée Générale du 5 juin 2014, le montant total des dettes financières pouvant être contracté par votre SCPI est plafonné à 180 M€.

M ASSEMBLEES GENERALES

L'année 2014 est celle de la mise en conformité de votre SCPI avec la directive AIFM, qui prévoit notamment l'obligation de se doter d'un dépositaire. A ce titre, l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2014 a approuvé une série de modifications statutaires et a ratifié la nomination de BNP Paribas Securities Services en qualité de dépositaire. Ces mesures, ainsi que l'agrément de SOFIDY en qualité de Société de Gestion conforme à la directive AIFM obtenu le 8 juillet dernier, permettent une mise en conformité de votre SCPI avant la date limite du 22 juillet 2014.

Lors de l'Assemblée Générale annuelle du 5 juin 2014, trois sièges de membre du Conseil de Surveillance étaient à renouveler. Ont été élus pour trois ans, la SCP MINOS représentée par Monsieur André PERON, Monsieur Hubert MARTINIER et la Compagnie d'Assurance SWISSLIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE représentée par Monsieur Vincent FRIGUET. Toutes les résolutions présentées lors de l'Assemblée Générale ont été adoptées.

M FISCALITE

Ce paragraphe expose la fiscalité applicable aux associés assujettis à l'impôt sur le revenu. Les personnes physiques qui ont investi dans EFIMMO à travers un contrat d'assurance-vie ne sont notamment pas concernées par le présent paragraphe, l'assurance-vie faisant l'objet d'une fiscalité distincte.

FISCALITE DES REVENUS

Nous rappelons aux associés personnes physiques qu'ils sont imposés non pas sur les dividendes versés, mais sur les revenus perçus par la SCPI. Ces revenus sont de deux catégories :

- des revenus fonciers provenant des loyers encaissés,
- des revenus financiers issus des placements de trésorerie.

Pour les **revenus fonciers**, le montant net à déclarer est déterminé par la société de gestion (charges déductibles pour leurs montants réels). Les personnes physiques à la fois associées de SCPI et propriétaires d'immeubles nus peuvent bénéficier du régime microfoncier à condition que leur revenu brut foncier annuel n'excède pas 15.000 €. Dans cette hypothèse, l'abattement forfaitaire s'établit à 30 %.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les **revenus financiers** sont, sauf exceptions, soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. La loi de finance 2013 a supprimé l'option pour le prélèvement libératoire et a instauré un prélèvement obligatoire non libératoire, au taux de 24 %, que la Société de Gestion prélève avant distribution. Ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué par l'administration fiscale sous forme d'un crédit d'impôt. Toutefois, les associés personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant le paiement de ces revenus financiers est inférieur à 25 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs, et à 50 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement. Cette demande prend la forme d'une attestation sur l'honneur qui doit être adressée à la société de gestion chaque année au plus tard le 30 novembre, pour une prise en compte au titre de l'année suivante. Dans tous les cas, s'ajoutent à l'impôt sur les revenus financiers, les prélèvements sociaux actuellement au taux de 15,5 %, prélevés par la Société de Gestion avant distribution et versés directement à l'administration fiscale.

FISCALITE DES PLUS-VALUES

Les plus-values sur cessions ou retraits de parts :

Depuis le 1^{er} septembre 2013, il existe deux barèmes d'abattement :

- au titre de l'impôt sur le revenu, la plus-value brute bénéficie d'un abattement progressif de 6 % par an entre la 6^e et la 21^e année de détention et de 4 % pour la 22^e année (permet une exonération totale d'impôt sur le revenu au-delà de 22 ans).
- au titre des prélèvements sociaux, la plus-value brute est réduite d'un abattement progressif de 1,65 % par an entre la 6^e et la 21^e année, de 1,60 % pour la 22^e année et de 9 % par an entre la 23^e et la 30^e année de détention (permet une exonération totale des prélèvements sociaux au-delà de 30 ans).

La loi de Finance 2013 a instauré par ailleurs une taxe additionnelle sur les plus-values immobilières dépassant le seuil de 50 000 €. Ce seuil s'apprécie après prise en compte de l'abattement pour durée de détention applicable pour l'imposition forfaitaire au taux actuellement en vigueur de 19 % et individuellement au regard de la quote-part de chaque concubin, partenaire de Pacs, membre du couple marié. En cas de franchissement de ce seuil, cette taxe s'élève à 2 % de la plus-value nette jusqu'à 50 000 € puis augmente de 1 % à chaque tranche de 50 000 € jusqu'à 250 000 € avec un système de décote pour chaque entrée de seuil. A partir du seuil de 260 000 €, la taxe additionnelle est plafonnée à 6 % de la plus-value nette.

En cas de cession de parts effectuée sans l'intervention de la Société de Gestion, le cédant règle directement son impôt sur les plus-values éventuellement imposables à la recette des impôts de son domicile ou de son siège social. Le cédant justifie de ce

paiement à la Société de Gestion. Le dossier de cession doit être accompagné d'un chèque d'un montant de 120,00 € TTC établi à l'ordre de la Société de Gestion SOFIDY correspondant aux frais de mutation.

En cas de retrait de parts, la Société de Gestion calcule le montant de la plus-value imposable éventuellement réalisée et verse l'éventuel impôt directement à l'administration fiscale. Le montant remboursé à l'associé est alors égal au montant du prix de retrait en vigueur diminué de l'impôt sur les plus-values immobilières.

Les plus-values sur cessions d'immeubles réalisées par la SCPI : Pour les associés soumis à l'impôt sur le revenu, l'impôt, déterminé selon les mêmes règles que celles exposées ci-dessus pour les cessions de parts, est prélevé à la source par le notaire sur le prix de vente.

Pour les cessions d'immeubles intervenant entre le 1^{er} septembre 2013 et le 31 août 2014, un abattement exceptionnel complémentaire de 25 % est appliqué pour la détermination des bases imposables au titre de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux.

NON RESIDENTS

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les revenus et les plus-values issus d'immeubles sis en France et réalisés par des non-résidents sont soumis aux prélèvements sociaux (actuellement au taux de 15,5 %).

IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE

Concernant la valeur ISF à déclarer à l'administration fiscale, la société de gestion précise que la valeur prise en compte par la profession est généralement la valeur de retrait de la part, l'associé restant libre et responsable de ses déclarations fiscales. Pour information, la valeur de retrait au 1^{er} janvier 2014 s'établissait à **202,50 €**.

M INFORMATIONS DIVERSES

MINIMUM DE SOUSCRIPTION

Tout nouveau souscripteur doit acquérir un minimum de 10 parts. Par contre, les associés anciens peuvent souscrire un nombre inférieur.

MODALITES DE SORTIE

Il est tenu au siège de la société et à la disposition des tiers, un registre où sont recensées les demandes de retrait et les offres de cession de parts. Les associés qui souhaitent se retirer de la société disposent de deux moyens :

- **Remboursement des parts (retrait)** demandé par lettre recommandée à la Société de Gestion, dûment signée de l'ensemble des titulaires des parts et accompagné de l'original d'attestation de parts, dans le cadre de la variabilité du capital. Le prix de retrait est égal au dernier prix de souscription en vigueur diminué de la commission de souscription. Les demandes de retrait sont remboursées en fin de mois à condition que l'ensemble de la documentation soit complétée et réceptionnée 2 jours ouvrés avant le dernier jour du mois.
- **Vente des parts** en cherchant eux-mêmes un acheteur. Les parts peuvent être librement cédées entre associés, et entre associés et tiers, sans autre intervention de la société de gestion que la régularisation des cessions sur le registre des associés et des transferts, après justification par le cédant du paiement des droits d'enregistrement et du paiement de l'éventuel impôt sur les plus-values. La société ne garantit pas la revente des parts.

FRAIS DE MUTATION DE PARTS

Conformément à l'approbation par l'Assemblée Générale du 31 mai 2011 de la résolution n°11, la Société de Gestion perçoit depuis le 1^{er} octobre une rémunération forfaitaire de 100 € HT soit 120,00 € TTC pour toute cession de parts et toute mutation (cession de gré à gré, succession, donation, divorce...). La Société de Gestion a choisi de percevoir cette rémunération par dossier et non par ayant droit.

AUTRES INFORMATIONS DU TRIMESTRE

Les demandes de changements d'adresse doivent être adressées à la Société de Gestion accompagnées d'un justificatif de domicile de moins de trois mois.

L'acquisition de parts n'est pas possible pour les clients, personnes morales ou physiques, qui en raison de leur nationalité, de leur résidence, de leur siège social, ou de leur lieu d'immatriculation, relèvent d'un droit étranger qui impose à SOFIDY des restrictions ou des obligations spécifiques quant à la commercialisation et la promotion de ses produits. Les informations relatives à la SCPI EFIMMO publiées par SOFIDY ne constituent en aucune manière une sollicitation en vue de l'achat de parts par des ressortissants ou résidents de certains pays, dont notamment les Etats-Unis d'Amérique.

Vous pouvez retrouver les statuts, la note d'information et le présent bulletin trimestriel d'information sur le site internet EFIMMO en vous connectant sur <http://www.sofidy.com/fonds/efimmo/>. Vous y trouverez également le détail de la composition du patrimoine de la société.

Nature de la Société :

Visa de l'AMF délivré à la note d'information :

Agrement de l'AMF à SOFIDY :

Siège social :

Responsable de l'information :

Société Civile de Placements Immobiliers

SCPI N°13-22 en date du 2 août 2013

GP N° 07000042 du 10 juillet 2007

303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY CEDEX

M. Jean-Marc PETER - SOFIDY

303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY CEDEX

Tél. 01 69 87 02 00 - Fax 01 69 87 02 01

COUPON DE DEMANDE D'INFORMATION

A adresser à votre conseiller habituel ou à retourner à SOFIDY - 303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY Cedex

Si vous-même, un de vos parents ou amis, êtes intéressés par les SCPI gérées par SOFIDY indiquez le nous en remplissant le coupon ci-dessous.

Je souhaite recevoir une documentation sur la SCPI : IMMORENTE IMMORENTE 2 EFIMMO SOFIPIERRE CIFOCOMA CIFOCOMA 2

NOM :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :